



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/43/966  
S/20327  
14 décembre 1988

ORIGINAL : FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-troisième session  
Point 36 de l'ordre du jour

CONSEIL DE SECURITE  
Quarante-troisième année

Lettre datée du 9 décembre 1988, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent du Mali auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la Proclamation de Bamako publiée à l'issue de la Semaine de solidarité avec les peuples d'Afrique australe, organisée du 7 au 14 novembre 1988 par l'Union démocratique du peuple malien (UDPM) et le Gouvernement malien.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette proclamation comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 36 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Noumou DIAKITE

ANNEXE

Proclamation de Bamako

1. A l'appel du peuple malien, la Semaine de solidarité avec les peuples d'Afrique australe s'est déroulée sur toute l'étendue du territoire, du 7 au 14 novembre 1988, avec la participation des représentants de l'African National Congress (ANC), du Panafrican Congress of Azania (PAC), de la South West Africa People's Organization (SWAPO), les représentants des pays de la ligne de front et d'éminentes personnalités connues pour leur attachement à la juste cause des peuples opprimés d'Afrique.
2. La Semaine de solidarité a débuté par une importante allocution du Président de la République du Mali, Président en exercice de l'OUA, S. E. le général d'armée Moussa Traoré, qui a exhorté les participants à oeuvrer dans la même communion de pensée et d'action, pour la liberté, l'indépendance et la paix en Afrique australe.
3. Cette semaine de réflexion et d'échanges a été marquée par des débats politiques, des manifestations artistiques et culturelles, des visites de sites historiques et des contacts avec le Mali profond.
4. Elle a permis aux participants largement instruits de la grave menace sur la paix, la sécurité et la stabilité dans la région, de raffermir leurs positions sur les différents aspects de cette situation et de renforcer leur solidarité avec les peuples d'Afrique australe.
5. La Semaine de solidarité avec les peuples d'Afrique australe se déroule à un moment où la situation dans cette partie du continent est caractérisée par :
  - a) La persistance des racistes de Pretoria dans leur politique de répression, d'oppression, d'agression et de terrorisme d'Etat;
  - b) L'intensification de la lutte du peuple sud-africain pour la conquête de ses droits politiques, économiques, sociaux et culturels;
  - c) La mobilisation du peuple namibien sous l'égide de la SWAPO en vue de permettre à ce territoire d'accéder à l'indépendance conformément aux pertinentes résolutions de l'OUA et de l'ONU;
  - d) Le rôle constructif joué par les pays de la ligne de front dans la recherche des solutions propres à instaurer un climat de sécurité, de stabilité, de confiance et de paix dans la sous-région.
6. Au cours de la Semaine, les participants ont procédé à une analyse approfondie des graves implications de la politique d'apartheid et des agressions de toutes sortes perpétrées par les autorités racistes de Pretoria contre les pays de la ligne de front.

Situation en Afrique du Sud

7. Les participants condamnent avec la dernière rigueur le système de l'apartheid, politique qui a pour effet tragique de transformer le territoire sud-africain en un immense camp de concentration par la "bantoustanisation", le déni des libertés fondamentales et des droits élémentaires, l'oppression, l'exploitation et la spoliation de la population noire à l'état de paria.
8. A cet effet, les participants saluent la lutte courageuse menée au prix de lourds sacrifices par l'ANC, le PAC, les organisations syndicales, confessionnelles, les mouvements des jeunes, des femmes et les hommes de paix d'origine sociale et de races diverses pour l'avènement d'une société démocratique et multiraciale.
9. La légitimité de la lutte des mouvements de libération nationale étant internationalement reconnue, les participants demandent en conséquence que les combattants de la liberté capturés jouissent du statut de prisonnier de guerre conformément aux Conventions de Genève et à leurs protocoles additionnels.
10. Les forces de défense sud-africaines étant actuellement composées à 40 % de ressortissants étrangers, il est urgent que la communauté internationale fasse pression sur leurs pays d'origine afin de mettre un terme à leur collusion criminelle.
11. Des milliers d'enfants sud-africains âgés de 7 à 14 ans étant contraints à l'exode et à l'exil, par peur d'être arrêtés, torturés et assassinés, les participants lancent un appel pressant à toutes les femmes du continent africain et d'ailleurs, pour mettre fin à cette politique de destruction de l'avenir des populations sud-africaines. Les participants saluent la lutte courageuse et héroïque que mènent les femmes d'Afrique australe contre l'apartheid.
12. Les participants estiment que toute négociation sur l'avenir du peuple sud-africain devra être nécessairement menée par les mouvements de libération sud-africains concernés.
13. Dans ce contexte, les participants ont noté avec une profonde préoccupation les tentatives déployées par le régime raciste d'Afrique du Sud pour obtenir une reconnaissance. En conséquence, les participants réaffirment leur ferme engagement à accentuer l'isolement du régime raciste de Pretoria jusqu'au démantèlement total de l'apartheid.
14. Les participants demandent de prendre des sanctions économiques globales et multiformes contre le régime raciste de l'apartheid.
15. Les participants en appellent une fois de plus à la communauté internationale pour qu'elle soutienne fermement et par tous les moyens cette lutte d'émancipation qui est l'expression profonde des populations de plus en plus conscientes de leur solidarité et de leur communauté de destin dans une Afrique du Sud débarrassée à tout jamais du cancer de l'apartheid.

### Situation en Namibie

16. Les participants condamnent une fois de plus l'occupation illégale de la Namibie par le régime raciste sud-africain et réaffirment leur soutien à toutes les résolutions de l'OUA et de l'ONU sur cette question.

17. A cet effet, ils félicitent la SWAPO pour la lutte héroïque menée depuis plusieurs années et saluent le PLAN (Armée populaire nationale de libération de Namibie) pour les victoires remportées sur les troupes d'occupation sud-africaines. Ils apportent leur soutien total à la SWAPO pour la lutte courageuse qu'elle mène afin que le vaillant peuple namibien puisse exercer son droit inaliénable à l'indépendance et lancent un appel pressant à l'intensification de l'aide matérielle, financière et morale afin de permettre à la SWAPO de continuer la lutte.

18. Ils invitent en conséquence la communauté internationale à assumer pleinement la responsabilité particulière qui lui incombe dans l'administration du Territoire et la gestion de ses ressources naturelles. Ils insistent pour l'application immédiate et inconditionnelle de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité relative à l'accession de la Namibie à l'indépendance.

### Situation dans les pays de la ligne de front

19. Les participants se félicitent de la résistance opiniâtre que les pays de la ligne de front opposent aux agressions déstabilisatrices et destructives répétées de Pretoria et qui créent un climat d'insécurité dans la région.

20. A cet effet, ils appuient les initiatives courageuses prises par les pays de la ligne de front décidés à instaurer dans la sous-région un environnement fondé exclusivement sur la paix et la coopération entre pays africains libres et indépendants.

21. Les participants expriment leur souhait de voir les négociations quadripartites aboutir à des résultats concrets visant notamment à garantir le respect par l'Afrique du Sud de la sécurité de l'Angola et l'indépendance de la Namibie. De même, ils expriment leur appui aux efforts du Mozambique en vue de faire respecter son indépendance et son intégrité avec la cessation de toute aide extérieure accordée aux bandits armés.

22. La communauté internationale est conviée à se mobiliser davantage pour fournir toute l'assistance dont ces pays ont besoin afin de renforcer leur capacité de défense d'une part, et d'autre part, de soutenir leurs efforts de reconstruction et de développement.

23. Les participants ayant pris bonne note de la violation systématique par l'Afrique du Sud des règles de droit international estiment qu'il importe plus que jamais d'appliquer les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies afin de contraindre l'Afrique du Sud à :

- a) Procéder au démantèlement systématique et total du système de l'apartheid;
- b) Libérer Mandela et toutes les personnes emprisonnées dans des geôles sud-africaines pour leurs opinions politiques, syndicales, ou leur combat contre le racisme;
- c) Appliquer sans restriction aucune la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité relative à l'accession de la Namibie à l'indépendance;
- d) Mettre un terme aux agressions et destructions perpétrées de la ligne de front décidée à consolider son indépendance nationale, à défendre son intégrité territoriale et à mener une politique conforme aux aspirations légitimes de ses peuples à la liberté, à la paix et à la coopération;
- e) Respecter scrupuleusement les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
24. Les participants expriment la nécessité de renforcement de l'unité d'action dans la lutte contre l'apartheid menée par les Etats africains, les organisations syndicales et confessionnelles.
25. Les participants lancent un vibrant appel à tous les peuples épris de liberté, de justice et de paix pour intensifier leur soutien multiforme aux mouvements de libération de l'Afrique australe et aux pays de la ligne de front.
26. Les participants convient les pays africains qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et toutes les conventions internationales relatives à l'élimination de l'apartheid et de la discrimination raciale.
27. Ils convient également tous les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales, les mouvements anti-apartheid, les organisations humanitaires à redoubler d'efforts pour l'éradication de l'apartheid.
28. Les participants lancent un appel à tous les Etats africains afin qu'ils s'acquittent de leurs contributions au fonds spécial de l'OUA du Comité de coordination de libération de l'Afrique.
29. Les participants expriment le souhait de voir se développer secteur par secteur, profession par profession, la solidarité continentale aux fins de créer un nouveau type de liens entre l'Afrique et les populations namibienne et sud-africaine.
30. Les participants saluent l'Intifada (soulèvement) que mène le peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés. Ils expriment leur soutien à la lutte de l'OLP unique et légitime représentant du peuple palestinien contre l'occupation sioniste pour recouvrer ses droits nationaux inaliénables y compris son droit au retour à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat palestinien indépendant sur son sol natal.

31. Les participants, en commémoration du centenaire de la naissance de Jawaharal Nehru, rendent hommage à ce grand homme d'Etat, un des pères fondateurs du Mouvement des non-alignés et grand pionnier de la lutte anticoloniale qui a décrit l'apartheid comme : "la plus grande illégalité internationale". Il a soutenu fermement la lutte du Mouvement des non-alignés contre le régime minoritaire de Pretoria et la création du Fonds AFRICA pour combattre toutes les actions racistes et discriminatoires.

32. Dans ce contexte, les participants sollicitent de la communauté internationale des initiatives plus hardies visant à instaurer en Afrique australe la confiance, la justice, la coopération et la paix, facteurs indispensables à l'affirmation d'une Afrique australe dont la vitalité politique et le dynamisme économique contribueront à la consolidation de la paix et du progrès.

-----